

Avis de marché

Département de publication : **94**
Annonce No **10-38849**
Travaux

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : Ville du Plessis-Tréville.
Correspondant : M. le maire du Plessis-Tréville, 36, avenue Ardouin, 94420 Le Plessis Tréville, tél. : 01-49-62-25-25, télécopieur : 01-49-62-25-00, courriel : commandepublique@leplessistrevise.fr, adresse internet : <http://www.leplessistrevise.fr>.

Objet du marché : travaux d'enfouissement des réseaux électriques, de communications électroniques et d'éclairage public.

Lieu d'exécution : avenue Henri Barbusse (entre l'avenue Pasteur et l'avenue du Plessis treville), avenue de la Dame Blanche (entre l'avenue André Rouy et l'avenue des Huguenots), avenue Bertrand (entre le parc Mansart et l'avenue de la Maréchale), avenue de Cœuilly (entre l'avenue de Chennevières et l'avenue Marbeau), 94420 Le Plessis Tréville.

Caractéristiques principales :

les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranches.

Les travaux ne sont pas répartis en lots.

Les variantes ne sont pas autorisées

Date prévisionnelle de commencement des travaux : 3 mai 2010.

Cautionnement et garanties exigés : retenue de garantie de 5 %.

Versement d'une avance forfaitaire.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : délai global de paiement : 35 jours

Financement par fonds publics.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 43 du code des marchés publics concernant les interdictions de soumissionner;
- Certificat(s) de qualité ou de capacité délivré(s) par des organismes indépendants ou moyens de preuve équivalents, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques: - Qualification Tq2 minimum ou références équivalentes.
- Justification des habilitations du personnel aux travaux sous tension.
- Qualifications Q2 minimum (génie civil) par la Direction Régionale France Télécom ou références équivalentes.
- Qualifelec Me4 - tn4 - rt ou références équivalentes.;;
- Déclaration concernant le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Document prouvant que le candidat dispose d'une autorisation spécifique ou est membre d'une organisation spécifique pour pouvoir fournir dans son pays d'origine le service concerné; ;
- Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques pour présenter sa candidature : production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier

de ses capacités professionnelles, techniques et financières et production d'un engagement écrit de chacun de ces opérateurs justifiant que le candidat dispose de leurs capacités pour l'exécution du marché;

- DC 4 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics);

- DC 5 (Déclaration du candidat, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics);

- DC 8 (Acte d'engagement, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics).

Documents à produire dans tous les cas au stade de l'attribution du marché :

- Pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;

- DC 7 ou documents équivalents en cas de candidat étranger (Etat annuel des certificats reçus, disponible à l'adresse suivante : <http://www.minefe.gouv.fr>, thème : marchés publics).

Critères d'attribution :

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 40 %;

- valeur technique : 30 %;

- délai d'exécution : 30 %.

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 23 mars 2010, à 12 heures.

Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : MAPA 10-07.

Renseignements complémentaires : d'ordre administratif : M. Michel CRETIEN : 01.49.62.25.22

D'Ordre technique : M. Gérard LAURIN : 01.49.62.25.50

Ou m. Touchet : 01.60.20.52.46.

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le site : www.marches-securises.fr.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

une enveloppe contenant les pièces administratives et les offres (pièces contractuelles) adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou remise sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. Transmission par voie électronique autorisée.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23 février 2010.